

# **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

**M.A.PA. n°2026-01 :**

Marché d'acquisition de prestations de développement et de maintenance  
d'outils /applications informatiques pour la CAF de La REUNION

Procédure adaptée (M.A.P.A) conforme aux articles L.2123-1 et L.2123-1-1° du Code de la commande  
publique

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 -	Les parties contractantes
ARTICLE 2 -	Objet du marché
ARTICLE 3 -	Cadre juridique – Pièces constitutives du marché
3.1 -	Cadre juridique
3.2 -	Pièces constitutives du marché
ARTICLE 4 -	Forme et durée du marché
4.1 -	Forme et type de marché
4.2 -	Durée du marché
ARTICLE 5 -	Correspondants techniques et autres
ARTICLE 6 -	Obligations des parties
6.1 -	Obligations du titulaire
6.2 -	Obligations du pouvoir adjudicateur
6.3 -	Obligations du pouvoir adjudicateur et du titulaire
ARTICLE 7 -	Protection des données à caractère personnel
ARTICLE 8 -	Propriétés intellectuelles
ARTICLE 9 -	Contenu des prestations
ARTICLE 10 -	Modalités d'exécution
ARTICLE 11 -	Prix du marché – Conditions d'ajustement
ARTICLE 12 -	Exécution financière du marché
12.1 -	Avances – Acomptes - Garanties
12.2 -	Modalités de facturation et de paiement
ARTICLE 13 -	Sous-traitance
ARTICLE 14 -	Pénalités
ARTICLE 15 -	Assurances
ARTICLE 16 -	Réparation des dommages
ARTICLE 17 -	Résiliation du marché
ARTICLE 18 -	Modifications du marché
ARTICLE 19 -	Langues
ARTICLE 20 -	Cession et nantissement de créances
ARTICLE 21 -	Règlement des litiges
ARTICLE 22 -	Voies de recours
ARTICLE 23 -	Dérogations aux dispositions du C.C.A.G.-P-I dans sa version de 2021

## Article 1. Les parties contractantes

Les parties contractantes sont :

D'une part,

La Caisse d'Allocations Familiales de La REUNION ;

Et d'autre part,

Le prestataire dont la proposition aura été acceptée, désigné ci-après par l'expression « le titulaire » ou « le prestataire ».

Le représentant du pouvoir adjudicateur est le Directeur de la Caisse d'Allocations Familiales de La REUNION, qui a reçu compétence pour signer et notifier le marché.

Le comptable assignataire des paiements est l'agent-Comptable de la Caisse d'allocations familiales de La REUNION, auquel toutes les oppositions doivent être signifiées.

## Article 2. Objet du marché

La présente procédure tend à conclure un marché d'acquisition de prestations de développement et de maintenance d'outils/applications informatiques pour la Caisse d'Allocations Familiales de La REUNION.

Le dossier de consultation est téléchargeable sur la **plateforme PLACE** : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les candidats sont invités à indiquer le nom de la personne physique chargée de leur téléchargement ainsi qu'une adresse électronique afin que puissent leur être communiquées les modifications et les précisions apportées.

Le dossier de consultation peut être obtenu jusqu'à la date limite de remise des offres.

La description des prestations et ses spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P. et son annexe.

## Article 3. Cadre juridique – Pièces constitutives du marché

### 3.1. Cadre juridique

Le marché est passé selon une procédure adaptée en application de l'article R.2123-1-1 du Code de la commande publique et des articles R.2123-4 à R.2123-6 du même Code.

Il est régi par le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG Prestations Intellectuelles – version 2021, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021)

### 3.2. Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G. - P.I., les pièces constitutives du marché sont les suivantes. Elles prévalent les unes par rapport aux autres en fonction de leur ordre et ce en cas de contradiction entre elles.

- Pièces particulières

- L'Acte d'Engagement (A.E.),
- Le cadre de réponse (Annexe 1 à l'A.E.) à produire, remplir, parafer, dater et signer par le représentant qualifié de l'entreprise,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et son annexe ;
- Le mémoire technique du candidat ;
- La lettre de candidature (DC1) ;
- La déclaration du candidat (DC2).

- Pièces générales (non annexées)

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de signature par le titulaire du présent marché et notamment :

- Le Code de la commande publique en vigueur le 01/04/2019 notamment issu de :
  - L'ordonnance n°2018-1074 du 26/11/2018 portant partie législative du Code de la commande publique,
  - et du décret n°2018-1075 du 03/12/2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (C.C.A.G.-P.I.) dans sa version de 2021 (issue de l'arrêté du 30/03/2021)

L'exemplaire de l'acte d'engagement signé par les parties, l'offre de prix dûment signée, le C.C.A.P. et le C.C.T.P. conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font seuls foi.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ces documents prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés.

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise des offres puis durant l'exécution du marché, n'est admise. Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les documents contractuels du marché.

**Article 4. Forme et durée du marché**

**4.1:Objet :**

Le marché a pour objet l'acquisition de prestations de développement et de maintenance d'outils et applications informatiques pour la CAF de La REUNION.

Code CPV principal : 72 500 000 Services de développement et de maintenance informatique

**Décomposition en lots, chaque lot étant traité par marché séparé :**

Il s'agit d'un marché unique, non alloti.

La CAF de La REUNION a décidé de ne pas alloter la procédure, car l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes. Pour des raisons techniques, l'allotissement aurait pour conséquence de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

**Forme particulière**

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, conclu sans montant minimum et avec un montant maximum, en application des articles L.2125-1, R.2162-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le montant maximum HT sur la durée initiale du marché (12 mois) est de 66 000 euros.

Le montant maximum HT par période de reconduction (12 mois) est de 50 000 euros.

En aucun cas le soumissionnaire ne pourra se prévaloir de ces montants estimatifs indiqués pour présenter une quelconque réclamation.

Il est précisé que ce montant maximum pourra être modifié par voie d'avenant conformément au code de la commande publique.

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

#### **4.2. Durée du marché**

Le marché prend effet à compter de la date de notification et est conclu pour une durée initiale d'1(un) an.

Il peut être reconduit une seule fois pour une période maximale d'1(un) an, sous réserve d'une notification expresse du pouvoir adjudicateur.

La durée totale du marché, reconduction comprise, ne pourra excéder 2 (deux) ans.

Les bons de commande émis avant l'échéance continuent de produire leurs effets jusqu'à l'achèvement complet des prestations.

#### **Article 5. Correspondants techniques et autres**

Par dérogation à l'article 3.3 du C.C.A.G. - P.I., le titulaire désigne dans son mémoire technique, un correspondant technique. Cet interlocuteur est le responsable du bon déroulement du marché. Il est le représentant du titulaire auprès du pouvoir adjudicateur avec un pouvoir de décision immédiat.

Le titulaire garde le même correspondant technique pendant la durée du marché, sauf empêchement majeur (démission, maladie, etc.).

En cas de changement de correspondant technique, le titulaire s'engage à ce que ce changement ne crée pas d'interruption dans les prestations et soit sans incidence sur les prix du marché. Le titulaire informe, par lettre, le pouvoir adjudicateur de ce changement dans les meilleurs délais, et lui communique le nom et le profil du remplaçant.

Le personnel d'intervention et de remplacement du prestataire, pour l'exécution des prestations est soumis :

- . aux dispositions générales prévues par la législation du travail,
- . aux règles qui sont appliquées au personnel extérieur intervenant sur les sites.

Le pouvoir adjudicateur informe le Titulaire de la désignation des représentants du pouvoir adjudicateur en charge du suivi des prestations sur les sites.

#### **Article 6. Obligations des parties**

##### **Article 6.1. Obligations du titulaire**

###### **6.1.1. Obligation de résultat**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens appropriés pour réaliser les prestations définies dans le C.C.T.P.. Les moyens humains doivent parler et comprendre la langue française.

###### **6.1.2. Respecter les obligations inscrites dans le C.C.T.P.**

Le titulaire s'engage à répondre à toutes obligations lui incombant, inscrites dans le C.C.T.P.

###### **6.1.3. Devoir de conseil et d'alerte**

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil et d'alerte envers le pouvoir adjudicateur pendant toute la durée du marché, sur tous les aspects techniques.

A ce titre, il présente, sous forme de rapport, au pouvoir adjudicateur toutes les observations et propositions qu'il juge utiles pour assurer la bonne exécution des prestations, objet du marché.

Le pouvoir adjudicateur donne suite ou non aux observations et propositions formulées par le titulaire. Il prend la décision dans un délai maximum de deux jours ouvrés à compter de la date de réception du rapport du titulaire.

#### 6.1.4. Obligation d'information en cas de modifications dans la situation du Titulaire

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- . aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- . à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- . à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- . à son adresse ou à son siège social selon qu'il s'agit d'une personne physique ou d'une personne morale ;
- . à son capital social ;
- . à son relevé d'identité bancaire ;
- . aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- . et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du Titulaire pouvant influencer sur l'exécution du marché.

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception au pouvoir adjudicateur.

Cette notification doit être appuyée, selon les cas, soit du nouveau R.I.B., soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société.

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc.) ou d'une nouvelle personne physique, le transfert du marché serait possible aux mêmes conditions d'engagement sous réserve de la signature d'un avenant de transfert entre le pouvoir adjudicateur et le nouveau Titulaire.

Celui-ci doit apporter la preuve qu'il peut assurer la continuité des prestations.

Le pouvoir adjudicateur vérifie que le nouveau Titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité du marché. Il réclame au nouveau Titulaire une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée par celui-ci justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5, et L.2141-7 à L.2141-10 du Code de la commande publique ou au DC1. De plus, il s'assure de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution du marché.

En tout état de cause, le pouvoir adjudicateur est en droit de refuser le changement de titulaire.

#### 6.1.5. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

L'article 6 du C.C.A.G. - P.I. s'applique en matière de protection de la main-d'œuvre et de conditions de travail.

Outre le respect des conditions d'exécution des prestations mentionnées au cahier des charges, le titulaire s'engage à respecter les obligations qui s'imposent à lui par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail en France. Aussi, le titulaire est tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT).

Le titulaire avise ses sous-traitants éventuels de ce que les obligations et dispositions considérées leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution du marché, et pendant la période de garantie des prestations, en fournissant, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il impose à ses sous-traitants éventuels le respect des obligations et dispositions considérées.

En acceptant le marché, le titulaire atteste sur l'honneur qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales au jour de la conclusion du contrat.

Conformément aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du Travail, il s'engage à fournir au moment de la conclusion du contrat et tous les six mois durant l'exécution du marché, les attestations permettant d'établir la régularité de sa situation.

#### 6.1.6. Obligation de fournir tous les six mois les attestations visées aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du travail

Le titulaire du marché s'engage expressément à transmettre à la Caisse d'Allocations Familiales tous les six mois pendant toute la durée du marché, les attestations suivantes, démontrant sa régularité au regard de l'accomplissement des déclarations obligatoires et des cotisations aux services sociaux et fiscaux :

- attestation de régularité sociale et de vigilance délivrées par les organismes chargés du recouvrement des cotisations sociales datant de moins de 6 mois (URSSAF) ;
- attestation de régularité fiscale émanant de la Direction générale des finances publiques ;
- une liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail, précisant la date d'embauche, la nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail ;
- certificat attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés délivré par l'AGEFIPH mentionnée à l'article L.5214-1 du Code du travail pour toutes entreprises employant au moins vingt salariés.

Lorsque l'immatriculation du candidat au registre des commerces et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le candidat doit fournir l'un des documents suivants :

- un extrait K ou Kbis ;
- ou un certificat d'inscription au répertoire des métiers ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre des commerces et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou à un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- ou un récépissé du dépôt de déclaration auprès du centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription ;

Faute pour le titulaire de fournir les documents précités dans un délai d'un mois à compter de la réclamation de la Caisse d'Allocations Familiales, formulée par courrier recommandé avec accusé de réception et restée sans effet, le marché pourra être résilié de plein droit sans indemnités.

### **Article 6.2. Obligations du pouvoir adjudicateur**

Le pouvoir adjudicateur s'engage :

- à collaborer avec le titulaire et à mettre à sa disposition en permanence un interlocuteur habilité à lui fournir tout renseignement utile, documents et informations qu'il détient pour permettre au titulaire de réaliser correctement les prestations durant l'exécution du marché,
- à maintenir comme confidentielles les informations signalées comme telles par le titulaire,
- à répondre à toutes obligations lui incombant, inscrites dans le C.C.T.P.

### **Article 6.3. Obligations du pouvoir adjudicateur et du titulaire**

#### **- Obligation de confidentialité**

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Les sous-traitants éventuels sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ses obligations, tant par le Titulaire que par ses sous-traitants éventuels.

Tout manquement à ces obligations de confidentialité est susceptible d'entraîner la résiliation du marché aux torts du Titulaire, sans préjudice d'éventuelles poursuites pénales ultérieures qui seraient engagées à son encontre.

### **Article 7. Protection des données à caractère personnel**

Le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions du Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD), ainsi qu'à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, et à l'article 5.2 du C.C.A.G.-P.I. 2021.

Lorsque l'exécution du marché implique un traitement de données pour le compte du pouvoir adjudicateur, le titulaire intervient en qualité de sous-traitant au sens de l'article 28 du RGPD et ne peut traiter les données que sur instructions, dans le respect des exigences de sécurité, de confidentialité et de suppression ou restitution en fin d'exécution. Le non-respect des obligations prévues au présent article est susceptible d'entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire

### **Article 8. Propriétés intellectuelles**

L'option B de l'article 25 du C.C.A.G.- P.I. s'applique.

### **Article 9. Contenu des prestations**

Les prestations sont précisément définies dans le C.C.T.P.

### **Article 10. Modalités d'exécution**

Les modalités d'exécution du marché sont précisément décrites dans le C.C.T.P.



## **Article 11. Prix du marché - Conditions d'ajustement**

Les prix sont forfaitaires. Ils sont indiqués dans l'offre de prix du candidat.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur le mois précédant le mois au cours duquel se situe la date limite de remise des offres, soit février 2026. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Le marché est traité à prix définitifs, fermes et non révisables sur la durée d'exécution du marché.

## **Article 12. Exécution financière du marché**

### **Article 12.1. Avances – Acomptes – Garanties**

Les avances, acomptes et garanties sont régies par les articles R2191-3 à R2191-12 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance est fixé à 15 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Le taux de l'avance est porté à 20 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R.2151-13 du Code de la commande publique

L'avance sera versée sous réserve d'en faire la demande et que, le cas échéant, soit apportée la justification d'appartenance au statut de petite ou moyenne entreprise conformément à l'acte d'engagement.

### **Article 12.2. Retenue de garantie**

Le marché ne prévoit pas de retenue de garantie.

### **Article 12.3 Modalités de facturation et de paiement**

#### **- Contenu des factures**

Les factures comprennent outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro d'inscription au SIRET et RCS ;
- la date et le numéro de la facture ;
- le numéro et l'intitulé du marché ;
- le numéro du bon de commande le cas échéant ;
- les prestations exécutées ;
- les montants éventuels de l'avance, des pénalités notifiées, des acomptes et de la retenue de garantie ;
- le prix détaillé des prestations (prix hors TVA + TVA = total TTC)
- taux et le montant de TVA ;
- le nom et la qualité du signataire.

Le dépôt et la transmission des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation «CHORUS PRO », accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>. La référence de la CAF est la suivante : « 314 635 368 00116 ».

L'utilisation de ce portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission électronique.

#### **- Paiement du marché**

Le mode de règlement est le virement bancaire ou postal au compte du Titulaire, figurant dans l'acte d'engagement.

En vertu de l'article R. 2192-10 Code de la commande publique, le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur ou, si elle lui est postérieure, à compter de la date du service fait constaté par le pouvoir adjudicateur.

Le nantissement ou la cession de créances s'effectuera conformément aux articles R. 1291-45 et suivants du Code de la commande publique.

Le marché est financé par des fonds propres sur le budget de fonctionnement du pouvoir adjudicateur.

#### **- Intérêts moratoires**

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire et complémentaire pour frais de recouvrement sont régis par les articles R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la commande publique.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire et du sous-traitant payé directement conformément au Code de la commande publique.

Le taux de ces intérêts est celui appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

De plus, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros sera versée par le pouvoir adjudicateur.

#### **- Paiement des sous-traitants**

Les conditions de paiement des sous-traitants sont celles prévues aux articles R.2193-10 et suivants du Code de la commande publique.

### **Article 13. Sous-traitance**

Les conditions d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement sont régies par les articles R.2193-1 et suivants du Code de la commande publique.

Ainsi, le Titulaire du marché qui envisage de sous-traiter l'exécution de certaines prestations devra en faire la demande.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

1° Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix,
- les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.

Le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

2° Dans le cas où la demande est présentée après la notification du marché, le Titulaire remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés au 1°.

Le Titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant, lorsque les dispositions du chapitre 1<sup>er</sup> du Titre IX du Code de la commande publique s'appliquent, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par la signature de l'acte spécial par les deux parties. Les éléments figurant dans l'acte spécial doivent être identiques à ceux mentionnés dans le 1°.

Le silence de l'acheteur gardé pendant 21 jours à compter de la réception des éléments mentionnés au 1° vaut également acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Les conditions de paiement des sous-traitants sont celles prévues aux articles R.2193-10 et suivants du Code de la commande publique.

#### **Article 14. Pénalités**

L'article 14 du C.C.A.G- P.I. relative aux pénalités s'applique au présent marché.

#### **Article 15. Assurances**

L'article 9 du C.C.A.G. - P.I. s'applique en matière d'assurance.

Par dérogation à l'article 9.2. du C.C.A.G. - P.I., l'attestation d'assurance de responsabilité civile doit être fournie dans les délais fixés dans le règlement de consultation (R.C.).

Le titulaire fait son affaire de la réparation des préjudices qu'il pourrait lui-même subir à l'occasion de l'exécution des prestations objet du marché.

Si le titulaire ne souscrit pas à ces obligations d'assurance, il est tenu de dédommager le pouvoir adjudicateur ou toute autre victime à ses frais pour les dommages qui auront pu survenir.

#### **Article 16. Réparations des dommages**

L'article 8 du C.C.A.G. - P.I. s'applique en matière de réparations des dommages.

#### **Article 17. Résiliation du marché**

Les modalités de résiliation du marché sont notamment régies par le chapitre 7 du C.C.A.G-P.I.

#### **Article 18. Modifications du marché**

Les modifications pouvant être apportées au marché obéissent aux règles fixées aux articles R.2194-1 et suivants du Code de la commande publique. Lesdites modifications sont subordonnées à la signature d'un avenant entre le pouvoir adjudicateur et le Titulaire. Celui-ci précisera les éléments modifiés.

#### **Article 19. Langues**

Tous les documents, fiches techniques, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

#### **Article 20. Cession et nantissement de créances**

Les créances nées ou à naître dans le cadre du marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles-R.2191-45 à R.2191-63 du Code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du Code de la commande publique est le Directeur de la CAF de La REUNION.

En cas de sous-traitance, le marché ne peut être nanti ou cédé qu'à hauteur des prestations exécutées par le Titulaire.

### **Article 21. Règlement des Litiges**

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront dans un premier temps de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Les parties contractantes peuvent également recourir à l'arbitrage, tel qu'il est régi par le livre IV relatif à l'arbitrage du nouveau Code de Procédure Civile.

A défaut de règlement amiable et dans l'hypothèse où l'arbitrage ne pourrait donner lieu à un règlement du litige, ce dernier sera soumis à la connaissance du Tribunal judiciaire de Saint Denis de la Réunion situé 5, avenue André Malraux – C.S 81027 – 97495 Sainte-Clotilde.

### **Article 22. Voies de recours**

Si le candidat estime que le pouvoir adjudicateur a manqué à ses obligations de publicité et de mise en concurrence, toute personne ayant un intérêt à agir peut contester une décision ou la procédure dans les conditions suivantes :

- introduction d'un référé pré-contractuel à partir de la publication de l'avis de publicité jusqu'à la signature du marché ;
- introduction d'un référé contractuel dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution ou dans un délai de 6 mois à compter du lendemain de la conclusion du marché ;

auprès du Tribunal judiciaire suivant :

Tribunal judiciaire de Saint-Denis de La Réunion  
5, avenue André Malraux – C.S 81027 – 97495 Sainte-Clotilde

Les renseignements concernant l'introduction d'un recours dans le cadre de la présente procédure peuvent être obtenus auprès du greffe du Tribunal judiciaire de Saint-Denis de La Réunion (voir coordonnées ci-dessus).

### **Article 23. Dérogations aux dispositions du C.C.A.G- P.I.**

Articles du C.C.A.P dérogeant au C.C.A.G	Articles du C.C.A.G. auxquels il est dérogé
3.2	4.1
5	3.3
14	14.1
14	14..3
15	9.2

Lu et accepté par :

LE PRESTATAIRE

A : .....

Le : .....

*Mention manuscrite « Lu et approuvé »*

+ Cachet et signature

Dressé par :

**LE DIRECTEUR GENERAL  
DE LA C.A.F DE LA REUNION**

**GUILLAUME LACROIX**